

**Art. 5.** Bij overgangsmaatregel voor het academiejaar 2001-2002 worden de samenwerkingsakkoorden ter goedkeuring voor 15 september 2001 naar de Regering van de Franse Gemeenschap gezonden. De beslissing tot goedkeuring wordt voor 15 oktober 2001 aan de hogeschool medegedeeld.

Wordt het niet goedgekeurd, dan wordt het herziene akkoord opnieuw doorgestuurd naar de Regering uiterlijk 30 oktober 2001. De definitieve beslissing om het al dan niet goed te keuren wordt dan door de Regering uiterlijk 20 november 2001 medegedeeld.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2001.

**Art. 7.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 mei 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister belast met het Hoger Onderwijs,  
Mevr. F. DUPUIS



F. 2001 — 2595

[C — 2001/29293]

**17 MAI 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux modalités de rémunération et d'exercice de la fonction de maîtres de stage et à l'établissement d'accords de collaboration entre les hautes écoles et des établissements d'enseignement fondamental et d'enseignement secondaire, ordinaire, spécial et de promotion sociale, organisés ou subventionnés par la Communauté française définis dans le décret définissant la formation initiale des instituteurs et des régents**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, notamment l'article 92;

Vu le décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, notamment l'article 29;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 décembre 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 janvier 2001;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants, menée le 31 janvier 2001;

Vu le protocole de négociation du 9 mars 2001 du Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II, réunis conjointement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.406/2 donné le 2 mai 2001, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Enseignement fondamental, du Ministre chargé de l'Enseignement secondaire et de la Ministre chargée de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux maîtres de stage définis à l'article 20 du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Des accords de collaboration sont établis entre les hautes écoles et des établissements variés d'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire, spécial et de promotion sociale, organisés ou subventionnés par la Communauté française dans le courant du mois de mars qui précède la rentrée académique de leur 1<sup>re</sup> année d'application. Ils reprennent dans un accord et de manière explicite les obligations et les apports de chaque institution partenaire.

L'accord de collaboration précise notamment les aspects suivants :

1° L'établissement d'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire, spécial et de promotion sociale, organisé ou subventionné par la Communauté française autorise plusieurs enseignants volontaires à exercer la fonction de maître de stage auprès d'étudiants de la haute école pour autant qu'ils soient agréés par les autorités de celle-ci. Cet engagement est conclu pour une durée d'une année, renouvelable.

2° L'établissement visé au 1° accepte d'associer les étudiants stagiaires aux activités de l'établissement à savoir les visites de parents, les réunions de professeurs, les conseils de classe, les réunions du Conseil de participation.

3° L'établissement visé au 1° accueille les étudiants des sections normales à raison d'au moins deux au sein de l'implantation, sauf dérogation demandée par les deux partenaires de l'accord. Dans ce cas, les raisons de la dérogation sont mentionnées dans l'accord de collaboration.

4° Les titulaires de classe des niveaux fondamental et secondaire, inscrits à des modules de formation reconnus par la Communauté française, peuvent être remplacés par un stagiaire de 3<sup>e</sup> année pendant maximum cinq journées complètes dont au maximum deux journées consécutives. Dans ce cadre, le stagiaire est sous la responsabilité du chef d'établissement. La Ministre de l'Enseignement supérieur et le Ministre de l'Enseignement fondamental peuvent reconnaître des formes de collaboration spécifiques en matière de stage. Dans tous les cas, il convient d'avertir l'étudiant qui remplace un titulaire dans les conditions susmentionnées deux semaines avant la date prévue pour le remplacement.

5° La haute école peut proposer des modules de formation continuée aux maîtres de stage.

6° La haute école peut offrir à ses établissements partenaires des services à caractère pédagogique, logistique ou documentaire.

7° Les modalités d'assurance couvrant la responsabilité civile des étudiants durant leurs périodes de stages.

§ 2. Les accords de collaboration sont inclus dans le chapitre 15 du projet pédagogique, social et culturel de la haute école.

Les accords de collaboration sont transmis dans le mois de leur établissement au Gouvernement de la Communauté française qui est chargé de les agréer. Il apprécie aussi les raisons de la dérogation à l'organisation des stages par équipe de deux étudiants au moins au sein du même établissement.

La décision d'agrément des accords de collaboration est communiquée par le Gouvernement à la haute école au plus tard le 15 mai qui suit leur établissement. En cas de non agrément, l'accord est revu par les partenaires en tenant compte des observations formulées et transmis à nouveau au Gouvernement au plus tard le 31 mai. La décision définitive d'agrément ou de non agrément est communiquée par le Gouvernement au plus tard le 30 juin.

**Art. 3.** Les maîtres de stage fournissent un accompagnement méthodologique aux stagiaires en formation et coopèrent avec les enseignants de la haute école dans l'évaluation formative des stagiaires qu'ils accompagnent.

Ils bénéficient, pour l'exercice de cette fonction, d'une allocation journalière fixée à 400 francs par stagiaire. Le montant est adapté au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année aux fluctuations de l'indice santé tel que prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. L'indice de référence est celui de septembre 2001.

Cette allocation couvre les prestations d'encadrement des stages effectués par les étudiants des deux dernières années des sections normales. Elle est versée au maître de stage au plus tard le 30 juin de l'année académique pendant laquelle les prestations ont été rendues.

Elle ne peut excéder le montant équivalent à quarante journées d'encadrement pédagogique par année scolaire. Le mercredi est assimilé à une journée complète. Pour les maîtres spéciaux et pour les régents, cinq périodes de prestation correspondent à une journée.

**Art. 4.** Dans le courant du mois de mars de la troisième année de leur accord de partenariat, la haute école et les établissements d'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire, spécial et de promotion sociale, organisé ou subventionné par la Communauté française effectuent ensemble une évaluation de leur collaboration.

**Art. 5.** A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 1999 fixant les règles d'établissement du rapport annuel d'activités des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est ajouté un 8° rédigé comme suit : « 8° le rapport d'évaluation des accords de collaborations visés à l'article 23 du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2004. »

**Art. 6.** L'arrêté royal du 13 janvier 1965 relatif aux allocations accordées aux membres du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat et du Lycée communal « Léonie de Waha » à Liège, qui participent à la formation pédagogique des futurs enseignants est abrogé en ce qui concerne les élèves des établissements d'enseignement normal de l'Etat.

L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 septembre 1991 relatif à l'encadrement pédagogique des étudiants en stage dans l'enseignement fondamental ordinaire et spécial organisé ou subventionné par la Communauté française est abrogé.

**Art. 7.** Les enseignants qui conservent le bénéfice d'un traitement ou d'une subvention-traitement correspondant à la fonction de sélection à laquelle ils ont été nommés conformément à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1996 fixant un régime transitoire applicable aux membres du personnel enseignant titulaire de certaines fonctions de sélection dans l'enseignement fondamental ne peuvent prétendre au bénéfice de l'allocation visée à l'article 4, alinéa 2, du présent arrêté.

**Art. 8.** Par mesure transitoire, pour l'année académique 2001-2002, les accords de collaboration sont transmis pour agrément au Gouvernement de la Communauté française pour le 15 septembre 2001. La décision d'agrément est communiquée à la haute école pour le 15 octobre 2001.

En cas de non-agrément, l'accord revu est à nouveau transmis au Gouvernement au plus tard le 30 octobre 2001. La décision définitive d'agrément ou de non-agrément est alors communiquée par le Gouvernement au plus tard le 20 novembre 2001.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2001.

**Art. 10.** Le Ministre qui a l'Enseignement fondamental dans ses attributions, le Ministre qui a l'Enseignement secondaire dans ses attributions et la Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mai 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de l'Enseignement fondamental,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre chargé de l'Enseignement secondaire,  
P. HAZETTE

La Ministre chargée de l'Enseignement supérieur,  
Mme F. DUPUIS

## VERTALING

N. 2001 — 2595

[C — 2001/29293]

**17 MEI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de nadere regels voor de bezoldiging en de uitoefening van het ambt van stagemeeester en de vaststelling van samenwerkingsakkoorden tussen de hogescholen en de instellingen voor gewoon en buitengewoon basis- en secundair onderwijs en voor onderwijs voor sociale promotie, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepaald bij het decreet houdende vastlegging van de initiële opleiding van de onderwijzers en regenten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, inzonderheid op artikel 92;

Gelet op het decreet van 12 december 2000 houdende vastlegging van de initiële opleiding van de onderwijzers en regenten, inzonderheid op artikel 29;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 december 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 januari 2001;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenverenigingen, gevoerd op 31 januari 2001;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 9 maart 2001 van het Sectorcomité IX en van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, Afdeling II, in gezamenlijke vergadering;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de vraag om advies dat door de Raad van State binnen een maand moet worden uitgebracht;

Gelet op het advies 31.406/2, gegeven op 2 mei 2001, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met het Basisonderwijs, van de Minister belast met het Secundair Onderwijs en van de Minister belast met het Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de stagemeeesters bedoeld bij artikel 20 van het decreet van 12 december 2000 houdende vastlegging van de initiële opleiding van de onderwijzers en regenten.

**Art. 2. § 1.** Er worden samenwerkingsakkoorden gesloten tussen de hogescholen en allerlei instellingen van het gewoon en buitengewoon basis- en secundair onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, tijdens de maand maart vóór de opening van het academiejaar van hun 1e toepassingsjaar. In een akkoord worden de verplichtingen en de bijdragen van elke partnerinstelling uitdrukkelijk vermeld.

Het samenwerkingsakkoord geeft nadere toelichting over de volgende aspecten :

1° De instelling voor gewoon en buitengewoon basis- en secundair onderwijs en voor het onderwijs voor sociale promotie, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap geeft toelating aan verschillende vrijwillige leerkrachten het ambt van stagemeeester uit te oefenen bij studenten van de hogeschool voor zover zij erkend zijn door een van de autoriteiten van deze hogeschool. Die verbintenis wordt voor een jaar, hernieuwbaar, aangegaan.

2° De bij 1° bedoelde instelling aanvaardt de stagedoende studenten te betrekken bij de activiteiten van de instelling en meer bepaald de bezoeken van de ouders, de vergaderingen van de leerkrachten, de klasraden, de vergaderingen van de Raad voor Participatie.

3° De bij 1° bedoelde instelling ontvangt de studenten van de normale afdelingen naar rata van ten minste twee binnen de vestiging, behoudens afwijking gevraagd door beide partners van het akkoord. In dat geval worden de redenen van de afwijking in het samenwerkingsakkoord vermeld.

4° De klastitularissen van de basis- en secundaire niveaus, ingeschreven voor opleidingseenheden erkend door de Franse Gemeenschap, kunnen door een stagiair van het 3e jaar vervangen worden gedurende vijf volle dagen waarvan ten minste twee opeenvolgende dagen. In dat kader staat de stagiair onder de verantwoordelijkheid van het hoofd van de instelling. De Minister van Hoger Onderwijs en de Minister van Basisonderwijs kunnen specifieke samenwerkingsvormen inzake stage erkennen. In elk geval moet de student die een titularis onder de hierboven vermelde voorwaarden vervangt twee weken vóór de datum voorzien voor de vervanging verwittigd worden.

5° De hogeschool kan modules van doorgezette opleiding aan de stagemeeesters aanbieden.

6° De hogeschool kan aan haar partnerinstellingen diensten van pedagogische, logistieke of documentaire aard aanbieden.

7° De nadere regels voor de verzekering die de wettelijke aansprakelijkheid van de studenten tijdens hun stageperiodes dekt.

§ 2. De samenwerkingsakkoorden liggen vervat in hoofdstuk 15 van het pedagogisch, sociaal en cultureel project van de hogeschool.

De samenwerkingsakkoorden worden binnen de maand waarin zij werden opgesteld naar de Regering van de Franse Gemeenschap gezonden die belast is deze akkoorden goed te keuren. Zij beoordeelt eveneens de redenen van de afwijking voor de organisatie van de stages ten minste in een ploeg van twee studenten binnen dezelfde instelling.

De beslissing over de goedkeuring van de samenwerkingsakkoorden wordt door de Regering aan de hogeschool medegedeeld uiterlijk de 15e mei die volgt op hun aanstelling. Wordt het akkoord niet goedgekeurd, dan wordt het door de partners herzien rekening houdend met de geformuleerde opmerkingen en uiterlijk 31 mei opnieuw naar de Regering gezonden. De definitieve beslissing al dan niet de akkoorden goed te keuren wordt door de Regering uiterlijk 30 juni medegedeeld.

**Art. 3.** De stagemeeesters zorgen voor een methodologische begeleiding van de stagiairs die een opleiding volgen en werken samen met de leerkrachten van de hogeschool voor de evaluatie van de opleiding van de stagiairs die ze begeleiden.

Voor de uitoefening van dit ambt ontvangen zij een dagtoelage vastgesteld op 400 frank per stagiair. Het bedrag wordt op 1 september van elk jaar gekoppeld aan de schommelingen van de gezondheidsindex zoals bedoeld bij het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen. Het verwijzingsindexcijfer is dat van september 2001.

Deze toelage dekt de begeleidingsprestaties van de stages gevolgd door de studenten van de eerste twee jaren van de normale afdelingen. Zij wordt aan de stagemeeester betaald uiterlijk 30 juni van het academiejaar waarin de prestaties werden geleverd.

Zij mag niet hoger zijn dan het bedrag dat overeenstemt met veertig dagen pedagogische begeleiding per schooljaar. De woensdag wordt gelijkgesteld met een volledig dag. Voor de bijzondere meesters en de regenten stemmen vijf prestatieperiodes overeen met een dag.

**Art. 4.** In de loop van maart van het derde jaar van hun partnersakkoord doen de hogeschool en de instellingen voor gewoon en buitengewoon basis- en secundair onderwijs en voor het onderwijs voor sociale promotie, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, samen een evaluatie van hun samenwerking.

**Art. 5.** Bij artikel 4 van het besluit 31 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels voor het opstellen van het jaarverslag van de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt een 8° gevoegd luidend als volgt : « 8° het evaluatieverslag over de samenwerkingsakkoorden bedoeld bij artikel 23 van het decreet van 12 december 2000 houdende vastlegging van de initiële opleiding van de onderwijzers en regenten, vanaf 1 september 2004. »

**Art. 6.** Het koninklijk besluit van 13 januari 1965 betreffende de toelagen toegekend aan de personeelsleden van de onderwijsinrichtingen van de Staat en van het Lycée communal « Léonie de Waha » te Luik, die deelnemen aan de pedagogische opleiding van de toekomstige leerkrachten wordt opgeheven wat de leerlingen van de inrichtingen voor normaal rijksonderwijs betreft.

Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 september 1991 betreffende de pedagogische begeleiding van de stagedoende studenten in het gewoon en buitengewoon basisonderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

**Art. 7.** De leerkrachten die van een wedde of een weddetoelage blijven genieten die overeenstemt met het selectieambt waarin zij werden benoemd overeenkomstig artikel 4 van het besluit van 24 oktober 1996 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende een overgangsbepaling voor leerkrachten die titularis zijn van selectieambten in het basisonderwijs kunnen geen aanspraak maken op de toelage bedoeld bij artikel 4, lid 2, van dit besluit.

**Art. 8.** Bij overgangsmaatregel, voor het academiejaar 2001-2002, worden de samenwerkingsakkoorden ter goedkeuring voor 15 september 2001 naar de Regering van de Franse Gemeenschap doorgestuurd. De beslissing tot goedkeuring wordt voor 15 oktober 2001 aan de hogeschool medegedeeld.

Wordt het akkoord niet goedgekeurd, dan wordt het uiterlijk 30 oktober 2001 opnieuw naar de Regering gezonden. De definitieve beslissing al dan niet het akkoord goed te keuren wordt dan door de Regering uiterlijk 20 november 2001 medegedeeld.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2001.

**Art. 10.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Basisonderwijs behoort, de Minister tot wiens bevoegdheid het Secundair Onderwijs behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, zijn belast, ieder wat hem (haar) betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 mei 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister belast met het Basisonderwijs,

J.-M. NOLLET

De Minister belast met het Secundair Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister belast met het Hoger Onderwijs,

Mevr. F. DUPUIS

F. 2001 — 2596

[C — 2001/29306]

**7 JUIN 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les grilles de référence de la formation disciplinaire et interdisciplinaire prévues dans le décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, notamment l'article 29;

Vu l'avis n° 38 du Conseil général des Hautes Ecoles des 20 février et 6 mars 2001;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 mars 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2001;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.471/2 donné le 2 mai 2001 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre chargée de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Disposition générale**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique à la formation assurée dans les sections d'instituteur préscolaire, d'instituteur primaire et de régente des départements pédagogiques des hautes écoles telle qu'elle est régie par le décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents, intitulé ci-après le décret.

**CHAPITRE 2. — Les grilles de référence de la formation disciplinaire et interdisciplinaire**

**Art. 2.** Les contenus de la formation disciplinaire et interdisciplinaire sont mentionnés ci-après. Les programmes permettant de traiter les différents aspects de contenus énumérés dans les tableaux ressortissent de la responsabilité des autorités des Hautes Ecoles.

En regard des grands domaines énumérés figure le nombre d'heures minimum qui doit être consacré à ce domaine, le nombre total d'heures de la formation disciplinaire et interdisciplinaire étant fixé à 880, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le volume des activités d'enseignement mentionnées dans les articles 4 à 12 du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents et les années dans lesquelles elles sont organisées.

**Art. 3.** La formation disciplinaire et interdisciplinaire de la section instituteur préscolaire est la suivante :

|  |            |
|--|------------|
| <p><b>Les contenus seront abordés conformément à l'esprit du décret, notamment :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— en envisageant leur épistémologie et leur transposition didactique</li> <li>— en assurant le maximum de liens interdisciplinaires</li> <li>— en tirant parti des apports des médias et des technologies de l'information et de la communication.</li> </ul> <p><b>Ils doivent tendre à l'acquisition d'une démarche scientifique</b></p> |            |
| <p style="text-align: center;"><b>MATHEMATIQUES</b><br/><b><u>Y COMPRIS LA DIDACTIQUE SPECIFIQUE DE LA DISCIPLINE</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— Nombres</li> <li>— Grandeurs</li> <li>— L'espace et ses composantes</li> <li>— Opérations logico-mathématiques</li> <li>— Résolution de problèmes</li> <li>— Traitement de données.</li> </ul>  | min. 75 h  |
| <p style="text-align: center;"><b>FRANÇAIS</b><br/><b><u>Y COMPRIS LA DIDACTIQUE SPECIFIQUE DE LA DISCIPLINE</u></b></p> <p><input type="checkbox"/> LANGUE OUTIL DE COMMUNICATION ET D'EXPRESSION</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— Ecouter - Parler<br/>Stratégies et techniques de l'écoute et d'expression orale</li> <li>— Lire - Ecrire<br/>Stratégies et techniques de lecture et approche de l'écrit</li> </ul>   | min. 150 h |